



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

## ***EDITION SPECIALE***

### ***UT DIRECCTE***

*Edition n° 11 du 16 mars 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 16 mars 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>373</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>373</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>373</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>373</b>
<b>SSRE / DOETH.....</b>	<b>373</b>
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la Personne enregistrée sous le N° SAP/400860359 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Rosières-aux Salines.....	373
Arrêté SAP/400860359 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Rosières-aux-Salines.....	374
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/330751777 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Baccarat.....	374
Arrêté SAP/330751777 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Baccarat.....	375
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/444219943 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Allain.....	376
Arrêté SAP/444219943 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Allain.....	377
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783267776 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Ogéviller.....	378
Arrêté SAP/783267776 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Ogéviller.....	379
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783269491 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Blâmont.....	379
Arrêté SAP/ 783269491 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Blâmont.....	380
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783275233 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Badonviller.....	381
Arrêté SAP/783275233 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Badonviller.....	382
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783278112 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Dieulouard.....	383
Arrêté SAP/783278112 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Dieulouard.....	384
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783281090 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Einville-aux-Jard.....	384
Arrêté SAP/783281090 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Einville-aux-Jard.....	385
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/309539872 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Bayon.....	386
Arrêté SAP/309539872 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Bayon.....	387
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/328874094 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Lunéville.....	388
Arrêté SAP/328874094 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Lunéville.....	389
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/323286849 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Gerbéviller.....	389
Arrêté SAP/323286849 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Gerbéviller.....	390
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/330575929 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Tantonville.....	391
Arrêté SAP/330575929 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Tantonville.....	392
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/327933610 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Pont-à-Mousson.....	393
Arrêté SAP/327933610 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Pont-à-Mousson.....	394
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/311700751 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Vézelize.....	394
Arrêté SAP/311700751 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Vézelize.....	395
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/307206102 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Toul.....	396
Arrêté SAP/307206102 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Toul.....	397
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/399649151 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Blainville-sur-l'Eau.....	398
Arrêté SAP/399649151 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Blainville-sur-l'Eau.....	399
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/447872318 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Champenoux.....	399
Arrêté SAP/447872318 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Champenoux.....	400
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/481666139 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Varangéville.....	401
Arrêté SAP/481666139 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Varangéville.....	402
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/480954122 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Neuves-Maisons.....	403
Arrêté SAP/480954122 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Neuves-Maisons.....	404
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/452534860 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Nancy.....	404
Arrêté SAP/452534860 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy.....	405
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/483163176 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Custines.....	406
Arrêté SAP/483163176 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Custines.....	407
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/481485472 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Longlaville.....	408
Arrêté SAP/481485472 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Longlaville.....	409
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499291292 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Saint-Clément.....	409
Arrêté SAP/499291292 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Saint-Clément.....	410
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499291284 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Nomeny.....	411
Arrêté SAP/499291284 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nomeny.....	412
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/498541739 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Briey.....	413
Arrêté SAP/498541739 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Briey.....	414
Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783346000 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Saint-Nicolas-de-Port.....	414
Récépissé de déclaration du 19 janvier 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/412803207 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Vandoeuvre-lès-Nancy.....	415
Récépissé de déclaration du 19 janvier 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/538584137 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Custines.....	415

Récépissé de déclaration du 23 février 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/538453333 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Lunéville.....	416
Récépissé de déclaration du 24 février 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/534928817 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Doncourt-lès-Longuyon.....	417
Récépissé de déclaration du 28 février 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/539 193 821 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Frouard.....	417
SCRT.....	418
Arrêté du 22 février 2012 accordant le statut de SCOP à la SARL AEP RENOV à PIENNES .....	418
Arrêté du 22 février 2012 accordant le statut de SCOP à la SARL CARTON ET CREATION à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.....	418
Arrêté du 22 février 2012 accordant le statut de SCOP à la SARL IN SITU ARCHITECTES à NANCY.....	419
Arrêté du 28 février 2012 fixant la liste des conseillers du salarié.....	419

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE***SSRE / DOETH*

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la Personne enregistrée sous le N° SAP/400860359 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Rosières-aux Salines**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/400860359 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe, sise 1 chemin du Ravel à Rosières-aux-Salines (54110).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe, sous le n° SAP/400860359,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,

Par délégation,

Le Directeur du Travail,

Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,

Raymond DAVID

**Arrêté SAP/400860359 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Rosières-aux-Salines**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/001 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe, sise 1 chemin du Ravel à Rosières-aux-Salines (54110),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe, sise 1 chemin du Ravel à Rosières-aux-Salines, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR entre Moselle et Meurthe est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/330751777 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Baccarat**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/330751777 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Baccarat,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Baccarat, sise 11 bis rue des moulins à Baccarat (54120).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Baccarat, sous le n° SAP/330751777,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Baccarat sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7232-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/330751777 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Baccarat**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/002 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Baccarat, sise 11 bis rue des moulins à Baccarat (54120),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Baccarat, sise 11 bis rue des moulins à Baccarat, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Baccarat est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/444219943 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Allain**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/444219943 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR de la Bouvade,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR de la Bouvade, sise 35 bis rue Etienne Olry à Allain (54170).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR de la Bouvade, sous le n° SAP/444219943,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR de la Bouvade sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/444219943 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Allain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/003 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR de la Bouvade, sise 35 bis rue Etienne Olry à Allain (54170),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'association locale ADMR de la Bouvade, sise 35 bis rue Etienne Olry à Allain, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association locale ADMR de la Bouvade est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).



**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783267776 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Ogéviller**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/783267776 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin, sise 24 rue du château à Ogéviller (54450).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin, sous le n° SAP/783267776.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/783267776 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Ogéviller**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/004 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin, sise 24 rue du château à Ogéviller (54450),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin, sise 24 rue du château à Ogéviller, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association locale ADMR Bénaménil-Domjevin est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783269491 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Blâmont**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/783269491 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Blâmont,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Blâmont, sise 16 rue du maréchal Foch à Blâmont (54450).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Blâmont, sous le n° SAP/783269491,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Blâmont sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/ 783269491 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Blâmont**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/005 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Blâmont, sise 16 rue du maréchal Foch à Blâmont (54450),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Blâmont, sise 16 rue du maréchal Foch à Blâmont, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Blâmont est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783275233 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Badonviller**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/783275233 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Cirey-Badonviller,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Cirey-Badonviller, sise rue Saint-Martin à Badonviller (54540).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Cirey-Badonviller, sous le n° SAP/783275233,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Cirey-Badonviller sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/783275233 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Badonviller**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/006 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Cirey-Badonviller, sise rue Saint Martin à Badonviller (54540),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'association locale ADMR Cirey-Badonviller, sise rue Saint Martin à Badonviller, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association locale ADMR Cirey-Badonviller est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/783278112 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Dieulouard**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/783278112 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Dieulouard,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Dieulouard, sise 1A rue Saint-Laurent à Dieulouard (54380).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Dieulouard, sous le n° SAP/783278112,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Dieulouard sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/783278112 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Dieulouard**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/007 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Dieulouard, sise 1A rue St Laurent à Dieulouard (54380),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Dieulouard, sise 1A rue St Laurent à Dieulouard, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Dieulouard est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783281090 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Einville-aux-Jard**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/783281090 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR du Sanon,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR du Sanon, sise 10 rue de la halle à Einville-au-Jard (54370).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR du Sanon, sous le n° SAP/783281090,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR du Sanon sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/783281090 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Einville-au-Jard**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/008 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR du Sanon, sise 10 rue de la halle à Einville-au-Jard (54370),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR du Sanon, sise 10 rue de la halle à Einville-au-Jard, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR du Sanon est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;



-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

---

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/309539872 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Bayon**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/309539872 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Euron-Moselle,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Euron-Moselle, sise 23 grande rue à Bayon (54290).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Euron-Moselle, sous le n° SAP/309539872,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Euron-Moselle sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/309539872 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Bayon**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/009 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Euron-Moselle, sise 23 grande rue à Bayon (54290),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'association locale ADMR Euron-Moselle, sise 23 grande rue à Bayon, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association locale ADMR Euron-Moselle est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/328874094 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Lunéville**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/328874094 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Lunéville,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Lunéville, sise 76 rue de Lorraine à Lunéville (54300).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Lunéville, sous le n° SAP/328874094,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Lunéville sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/328874094 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/010 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Lunéville, sise 76 rue de Lorraine à Lunéville (54300),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Lunéville, sise 76 rue de Lorraine à Lunéville, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Lunéville est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/323286849 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Gerbéviller**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/323286849 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Mortagne,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Mortagne, sise 1 rue Georges Clémenceau à Gerbéviller (54830).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Mortagne, sous le n° SAP/3323286849.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Mortagne sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/3323286849 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Gerbéviller**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/011 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Mortagne, sise 1 rue Georges Clémenceau à Gerbéviller (54830),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Mortagne, sise 1 rue Georges Clémenceau à Gerbéviller, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Mortagne est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;

-Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;  
-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/330575929 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Tantonville**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/330575929 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Moselle-Madon,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Moselle-Madon, sise 61 rue Tourtel Frères à Tantonville (54116).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Moselle-Madon, sous le n° SAP/330575929,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Moselle-Madon sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/330575929 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Tantonville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/012 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Moselle-Madon, sise 61 rue Tourtel Frères à Tantonville (54116),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'association locale ADMR Moselle-Madon, sise 61 rue Tourtel Frères à Tantonville, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association locale ADMR Moselle-Madon est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/327933610 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Pont-à-Mousson**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/327933610 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR en pays mussipontain,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR en pays mussipontain, sise 2 place Jules Colombé à Pont-à-Mousson (54700).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR en pays mussipontain, sous le n° SAP/327933610,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR en pays mussipontain sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID



**Arrêté SAP/327933610 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/013 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR en pays mussipontain, sise 2 place Jules Colombé à Pont-à-Mousson (54700),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR en pays mussipontain, sise 2 place Jules Colombé à Pont-à-Mousson, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR en pays mussipontain est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/311700751 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Vézelize**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

VU l'arrêté préfectoral SAP/311700751 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Saintois,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Saintois, sise 15 place de l'hôtel de ville à Vézelize (54330).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Saintois, sous le n° SAP/311700751,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Saintois sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/311700751 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Vézelize**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/014 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Saintois, sise 15 place de l'hôtel de ville à Vézelize (54330),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Saintois, sise 15 place de l'hôtel de ville à Vézelize, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Saintois est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

## Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/307206102 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Toul**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/307206102 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Toulais Nord,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Toulais Nord, sise 10 place du Couarail à Toul (54200).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Toulais Nord, sous le n° SAP/307206102,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Toulais Nord sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/307206102 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Toul**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/015 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Toulais Nord, sise 10 place du Couarail à Toul (54200),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Toulais Nord, sise 10 place du Couarail à Toul, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Toulais Nord est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/399649151 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Blainville-sur-l'Eau**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/399649151 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Blainville-Damelevières,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Blainville-Damelevières, sise 1 rue du presbytère à Blainville-sur-l'Eau (54360).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Blainville-Damelevières, sous le n° SAP/399649151,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Blainville-Damelevières sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/399649151 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Blainville-sur-l'Eau**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/016 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Blainville-Damelevières, sise 1 rue du presbytère à Blainville-sur-l'Eau (54360),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Blainville-Damelevières, sise 1 rue du presbytère à Blainville-sur-l'Eau, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Blainville-Damelevières est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/447872318 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Champenoux**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/447872318 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Le Pain de Sucre,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Le Pain de Sucre, sise 47 rue Saint-Barthélémy à Champenoux (54280).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Le Pain de Sucre, sous le n° SAP/447872318,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Le Pain de Sucre sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/447872318 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Champenoux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/017 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Le Pain de Sucre, sise 47 rue Saint-Barthélémy à Champenoux (54280),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Le Pain de Sucre, sise 47 rue Saint-Barthélémy à Champenoux, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Le Pain de Sucre est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

---

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/481666139 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Varangéville**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/481666139 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port, sise 11 rue Gambetta à Varangéville (54110).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port, sous le n° SAP/481666139,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;



- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/481666139 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Varangéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/018 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port, sise 11 rue Gambetta à Varangéville (54110),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port, sise 11 rue Gambetta à Varangéville, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association locale ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**IRécépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/480954122 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Neuves-Maisons**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/480954122 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Les Mirabelliers,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Les Mirabelliers, sise 57 rue du capitaine Caillon à Neuves-Maisons (54230).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Les Mirabelliers, sous le n° SAP/480954122,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Les Mirabelliers sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/480954122 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Neuves-Maisons**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/019 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Les Mirabelliers, sise 57 rue du capitaine Caillon à Neuves-Maisons (54230),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Les Mirabelliers, sise 57 rue du capitaine Caillon à Neuves-Maisons, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Les Mirabelliers est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/452534860 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Nancy**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/452534860 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR ALIEH,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR ALIEH, sise 25-29 rue de Saurupt à Nancy (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR ALIEH, sous le n° SAP/452534860,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR ALIEH sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

---

**Arrêté SAP/452534860 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/020 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR ALIEH, sise 25-29 rue de Saurupt à Nancy (54000),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR ALIEH, sise 25-29 rue de Saurupt à Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR ALIEH est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/483163176 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Custines**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/483163176 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Val des Faulx,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Val des Faulx, sise 1 rue du pont à Custines (54670).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Val des Faulx, sous le n° SAP/483163176,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Val des Faulx sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/483163176 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Custines**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/021 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Val des Faulx, sise 1 rue du pont à Custines (54670),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Val des Faulx, sise 1 rue du pont à Custines, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Val des Faulx est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/481485472 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Longlaville**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/481485472 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Entraide du Pays Haut,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Entraide du Pays Haut, sise Eurobase 1, 1er étage, zone du PED à Longlaville (54810).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Entraide du Pays Haut, sous le n° SAP/481485472.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Entraide du Pays Haut sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/481485472 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Longlaville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/022 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Entraide du Pays Haut, sise Eurobase 1, 1er étage, zone du PED à Longlaville (54810),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Entraide du Pays Haut, sise Eurobase 1, 1er étage, zone du PED à Longlaville, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Entraide du Pays Haut est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :  
Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499291292 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Saint-Clément**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/499291292 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Vallée de la Meurthe,



Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Vallée de la Meurthe, sise 2 rue de l'abbé Antoine à Saint-Clément (54950).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Vallée de la Meurthe, sous le n° SAP/499291292,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Vallée de la Meurthe sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/499291292 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Saint-Clément**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/023 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Vallée de la Meurthe, sise 2 rue de l'abbé Antoine à Saint-Clément (54950),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Vallée de la Meurthe, sise 2 rue de l'abbé Antoine à Saint-Clément, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Vallée de la Meurthe est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

-Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;  
-Assistance aux personnes handicapées ;  
-Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;  
-Garde malade à l'exclusion des soins ;  
-Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;  
-Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499291284 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Nomeny**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/499291284 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR Vallée de la Seille,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR Vallée de la Seille, sise 6 route de Pont-à-Mousson à Nomeny (54610).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR Vallée de la Seille, sous le n° SAP/499291284,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR Vallée de la Seille sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/499291284 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nomeny**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/01-01-07/A/054/Q/024 délivré le 29 décembre 2006 à l'association locale ADMR Vallée de la Seille, sise 6 route de Pont-à-Mousson à Nomeny (54610),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,

VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR Vallée de la Seille, sise 6 route de Pont-à-Mousson à Nomeny, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR Vallée de la Seille est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/498541739 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Briey**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,  
VU l'arrêté préfectoral SAP/498541739 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant renouvellement de l'agrément de l'association locale ADMR du Val de l'Orne,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association locale ADMR du Val de l'Orne, sise 1 rue du maréchal Lyautey à Briey (54150).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR du Val de l'Orne, sous le n° SAP/498541739,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR du Val de l'Orne sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits " homme toutes mains " ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance.
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/498541739 du 29 décembre 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Briey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° N/29-05-07/A/054/Q/039 délivré le 29 mai 2007 à l'association locale ADMR du val de l'Orne, sise 1 rue du maréchal Lyautey à Briey (54150),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,  
VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2005 DISAS-269-S.H.D du 9 août 2005 modifié par l'arrêté 2006 DISAS-077-S.H.D. du 24 février 2006 régularisant l'autorisation de création de services prestataires d'aide à domicile des associations locales du réseau ADMR,  
VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2011 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées menées par les 25 associations locales du réseau ADMR,  
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association locale ADMR du val de l'Orne, sise 1 rue du maréchal Lyautey à Briey, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2012. La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association locale ADMR du val de l'Orne est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** L'agrément simple N/29-05-07/A/054/S/053 et l'agrément qualité N/29-05-07/A/054/Q/039 sont abrogés à compter du 1er janvier 2012.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général,  
Christine BOEHLER

**Récépissé de déclaration du 29 décembre 2011 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783346000 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Saint-Nicolas-de-Port**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par la fédération ADMR de Meurthe-et-Moselle, sise 19 rue Croisette à Saint-Nicolas-de-Port (54210).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la fédération ADMR de Meurthe-et-Moselle, sous le n° SAP/783346000,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par la fédération ADMR de Meurthe-et-Moselle sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Activités qui concourent directement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa de l'article D. 7231-1 du code du travail (fédération).

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er janvier 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 décembre 2011

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du Pôle Entreprises et Emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration du 19 janvier 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/412803207 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Vandœuvre-lès-Nancy**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04/01/2012 par l'association intermédiaire Ecoval, sise 17 rue Victor Basch à VANDOEUVRE (54500).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'AI Ecoval, sous le n° SAP/412803207,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'AI Ecoval sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 21/12/2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 19 janvier 2012

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé de déclaration du 19 janvier 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/538584137 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Custines**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 09/01/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) HENRY Charles, sise 12 rue du général Custines à CUSTINES (54670).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI HENRY Charles, sous le n° SAP/538584137,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI HENRY Charles sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19/01/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 19 janvier 2012

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé de déclaration du 23 février 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/538453333 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Lunéville**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,

VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 1er janvier 2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) KOS Turker (AR Conseil), sise 72 rue des Anciens Combattants à Lunéville (54300).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI KOS Turker, sous le n° SAP/538453333,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI KOS Turker sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 23 février 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 23 février 2012

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Directeur délégué,  
Philippe DIDELOT

**Récépissé de déclaration du 24 février 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/534928817 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Doncourt-lès-Longuyon**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n°54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 24 février 2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) GERARD Rachel (Bella Vita), sise 5, route de Baslieux, 54620 DONCOURT-LES-LONGUYON.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI GERARD Rachel, sous le n° SAP/534928817.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI GERARD Rachel (Bella Vita) sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance administrative à domicile

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 24/02/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 24 février 2012

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

**Récépissé de déclaration du 28 février 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/539 193 821 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail à Frouard**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,  
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26 janvier 2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) CHATEAU Aurélie (Aurel'services), sise 107, rue Emile Zola, bâtiment Paul Eluard à Frouard ( 54390).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI CHATEAU Aurélie , sous le n° SAP/539 193 821.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI CHATEAU Aurélie sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;



- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du tra

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 28 février 2012

Pour le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

## SCRT

### Arrêté du 22 février 2012 accordant le statut de SCOP à la SARL AEP RENOV à PIENNES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,

VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,

VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,

VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,

VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,

VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,

VU la demande reçue le 15 février 2012 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur Bertrand Emmanuel et de Monsieur Killian Patrick, co-gérants de la SARL AEP RENOV située 21 rue Ambroise Croizat 54490 PIENNES,

VU l'avis favorable en date du 14 février 2012 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

#### ARRETE

**Article 1er :** La SARL AEP RENOV à PIENNES visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

**Article 2 :** Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3 :** Elle pourra également bénéficier des dispositions :

1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;

2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4 :** L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 22 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

### Arrêté du 22 février 2012 accordant le statut de SCOP à la SARL CARTON ET CREATION à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,

VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,

VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,

VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,

VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,

VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,

VU la demande reçue le 15 février 2012 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur Jocquel Didier, gérant de la SARL CARTON ET CREATION située 4 route de Bayon 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY,

VU l'avis favorable en date du 14 février 2012 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**ARRETE**

**Article 1er :** La SARL CARTON ET CREATION à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

**Article 2 :** Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3 :** Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4 :** L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 22 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

---

**Arrêté du 22 février 2012 accordant le statut de SCOP à la SARL IN SITU ARCHITECTES à NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,

VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,

VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,

VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,

VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,

VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,

VU la demande reçue le 15 février 2012 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur SARAZIN Patrick, gérant de la SARL IN SITU ARCHITECTES située 123 rue Mac Mahon 54000 NANCY.

VU l'avis favorable en date du 14 février 2012 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**ARRETE**

**Article 1er :** La SARL IN SITU ARCHITECTES à NANCY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

**Article 2 :** Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3 :** Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4 :** L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 22 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

---

**Arrêté du 28 février 2012 fixant la liste des conseillers du salarié**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 1232-2, L 1232-4, L 1232-7 et L 1237-12 du code du travail,

VU les articles R 1232-1 à 3 du code du travail,

VU les articles D 1232-4 à D 1232-6 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 fixant la liste des conseillers du salarié,

VU l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 23 août 2010,

VU les propositions de Monsieur le Directeur Régional adjoint de la DIRECCTE LORRAINE, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

APRÈS consultation des organisations représentatives visées à l'article L 2272-1 du code du travail,

# **ARRETE**

**Article 1er** : Les arrêtés préfectoraux du 23 août 2010 et du 25 janvier 2011 sont remplacés par les dispositions suivantes : la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors d'un entretien préparatoire à une rupture conventionnelle du contrat de travail, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

ARRONDISSEMENT DE BRIEY	
Mme Malika AISSANI - CGT 54, rue 19 mars 1962 54490 PIENNES 06.22.72.44.77 A.S.H	M. Frédéric BAJETTI - FO 92, route de JOUY 57160 MOULINS LES METZ 06.09.22.02.17 Contrôleur qualité
Mme Marilène BOMBARDIERI - CGT 15, rue Klopp 54650 SAULNES 06.24.75.15.41 Sans emploi	Mme Françoise CARRIERE – CFE-CGC 28, route des Genêts 54720 CHENIERES 06.87.94.78.52 Assistante de direction
M. Jean Pierre CHEVRIER - CGT 3, rue Yves Crepel 54400 LONGWY 06.09.48.71.79 Retraité cheminot	M. Patrick CLEMENT – CFDT 3a, rue Berthelot 57255 STE MARIE AUX CHENES 06.50.45.63.07 Conseiller clientèle
M. Jorge DA CUNHA - CFE-CGC 6, rue de Chadelle 54400 LONGWY- Haut 06 07 54 33 49 Agent de maîtrise	Mme Jennifer FRANCHETTI – CFDT 1 bis route de Beuveille 54720 CUTRY 06 59 69 59 42 Hôtesse de caisse
M. Daniel HASSEL – CFDT 10, rue Châteaubriand 54800 CONFLANS-EN-JARNISY 03 82 33 50 34 Retraité	M. Pierre LAIDIE - CFDT 4, rue du Québec 54260 LONGUYON 03.82.39.20.95 ou 06.80.08.28.37 retraité
M. Jacques LORTHIOIR – CFDT 48, allée des Acacias 54111 MONT-BONVILLERS 03 82 21 97 18 Retraité	M. Louis MACHADO – CFTC 5, rue Georges Clémenceau 54660 MOUTIERS 06.19.37.34.03 Animateur qualité
M. Patrick MAGNETTE – CGT 41, rue des Glacis 54400 LONGWY 06.07.99.62.49 Agent SNCF	M. Patrick MATHEY – CFDT 53, rue Debussy 54800 JARNY 03 82 22 52 19 Retraité
M. Michel MENGIN - FO 40, rue du Stade 54430 REHON 06.33.93.58.00 Retraité	M. Gérard NAUDIN – UNSA 26 rue du Maréchal Joffre 57650 LOMMERANGE 06 81 62 80 62 ou 03 82 84 81 98 Retraité
M. Pierre REMOND – CGT 97, rue de Liège 54440 HERSERANGE 06.72.62.78.69 Retraité	M. Michel TOGNARINI – CFDT 56, avenue de la métallurgie 54400 LONGWY 06 08 40 09 77 commercial
M. Denis TORTAY – CFDT 27, rue Molière 54860 HAUCOURT-MOULAIN 06.03.89.99.80 Employé libre-service	M. Christian TRARBACH - CFDT Beau Soleil – Allée des chalets 54440 HERSERANGE 06.80.33.29.12 Retraité
M. Pierre VOGEL - CGT 4, rue du Maréchal Leclerc 54800 JOUAVILLE 06.16.72.27.83 Agent de fabrication SOVAB	M. Dominique WATRIN – CGT 24, lotissement la vigne 54980 BATILLY 06.67.14.28.34 Sans emploi
M. Maurice WATRIN - CGT 15, rue Pasteur 54150 ANOUX 06.79.43.10.49 Retraité	
ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE	
Mme Chantal BURTIN – CFDT 1, rue du Jardin de l'école 54110 COURBESSEAUX 06.26 99 56 64 Agent de maîtrise, retraitée	M. Patrick CHRIST – CGT 4, rue Joyeuse 54300 BONVILLER 06.32.17.57.61 Ouvrier d'état

M. Régis GAUDARE – SUD-SOLIDAIRES 16, rue de la chapelle 54330 HOUDREVILLE 06.43.25.30.91 Agent France télécom	M. Olivier MAURY - FO 135, avenue du Général de Gaulle 54300 LUNEVILLE 06.69.95.42.41 Chauffeur
M. Philippe NOEL – CFE-CGC 29, rue du Haut Buisson 54120 BACCARAT 06 76 55 26 52 Agent de maîtrise	M. Philippe PAIR – SUD-SOLIDAIRES 7, rue des Dahlias 54110 VARANGEVILLE 06.21.10.56.63 Agent de conduite SNCF
M. Gilles VIAL - UNSA 50, rue Gambetta 54300 LUNEVILLE 06.59.90.09.23 Médecin conseil	M. Jean YSNARD – CFE-CGC 3, rue François Richard 54300 LUNEVILLE 06.08.87.94.58 Transport
<b>ARRONDISSEMENT DE NANCY</b>	
Mme Akila BELHOUT - FO 19, rue de Bonsecours 54000 NANCY 06.16.91.04.17 Employée de restauration	M. Raphaël BIZET – SUD-SOLIDAIRES 149 bis, rue Roger Bérin 54270 ESSEY LES NANCY 06.81.89.42.58 Agent de la DIRECCTE (susceptible d'être sollicité dans tous les secteurs d'activité à l'exclusion des services à la personne)
Mme Monique BOGE - FO 41, bis rue de Réménauville 54000 NANCY 06 05 45 30 51 Retraitée	M. Francis BOURGEOIS – CFE-CGC 2 rue Gustave Petit 54000 NANCY 06 06 77 94 43 ou 03 83 35 30 90 Ingénieur, retraité
M. Eric BRETON – CFTC 12, rue du Fort 54550 MAIZIERES 07 86 43 75 88 Agent de sécurité	M. Jean-Claude CHENET - FO 13, rue Beauvau 54000 NANCY 03.83.28.56.98 Enseignant
M. Gilbert CHEVALME – CGT Provence - E4 – Cité des Provinces 54520 LAXOU 06.11.25.35.32 Vendeur préparateur	M. Alain CHRYSOLOGUE - CFTC 255F, allée du Breuil 54700 PONT-A-MOUSSON 06.31.35.57.39 Régleur
M. Jacques CONRAT – CFE-CGC 3, rue Boyard 54230 NEUVES-MAISONS 06.81.26.91.69 Ingénieur sidérurgie, retraité	M. Marc DISSOUBRAY – CGT 8 allée des jonquilles 54840 VELAIN-EN-HAYE 06 74 28 00 60 Retraité EDF
M. Jean François DRUGEON – CGT 06, bis quai de la Bataille 54000 NANCY 03.83.53.93.02 Employé Pôle emploi	M. Philippe DURAND – CFTC 15, rue Ferry III 54320 MAXEVILLE 06 88 38 34 19 Retraité
M. Marc EINSWEILLER – CFE-CGC 8, ruelle du Bas du village 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY 06.85.91.47.84 Ingénieur service après-vente	M. Jean Louis FALCETTA – CGT 4, rue René Descartes 54425 PULNOY 06.16.53.44.89 Sans emploi
M. Bertrand FINCK – CFE-CGC 10, rue du Pont de Pierre 54130 SAINT MAX 06.84.09.51.35 Automobile (vente)	M. Jean Luc FLAMENT – CFE-CGC 5, allée des Noyers 54520 LAXOU 06.32.64.72.42 Métallurgie
Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE - UNSA 10, rue de la République 54140 JARVILLE 06 25 61 33 28 Secrétaire médicale	M. Stéphane FRIES – CGT 3, route de Saffais 54290 HAUSSONVILLE 06.26.55.89.08 Chauffeur livreur
M. Frédéric GALLOIS - FO 21, place des Vosges 54000 NANCY 06.63.40.13.74 Conseiller commercial	M. Bernard GRAISSE - FO 2, rue du Château 54210 LUPCOURT 06.13.54.08.82 Agent de sécurité
M. Yannick GRANDJEAN 84, rue de Clairefontaine 54250 CHAMPIGNEULLES 06.72.92.83.55 Retraité (Inspection travail transport)	Mme Rachel GRASMICK – CFE/CGC Rue de la Forêt 54250 CHAMPIGNEULLES 06.85.27.99.46 Mutualité
M. Lionel GUTIERREZ – FO 10, Rue Pierre et Marie Curie 54110 DOMBASLE 06.83 00.22.93 Responsable des ventes	Mme Marylène JACQUEL – CFE-CGC 36, impasse Paul Eluard 54710 LUDRES 06.84.91.28.78 Assurance

M. Olivier LAMIELLE - CFDT 4 bis, rue de l'ancien pont 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE 06.09.59.78.49 Chauffeur SPL	M. Nicolas LEBOEUF - FO 2, rue du chanoine Boulanger 54220 MALZEVILLE 06.68.34.78.74 Conseiller bancaire
M. Arnaud LEGER – SUD-SOLIDAIRES 29, rue de l'Armée Patton 54770 BOUXIERES AUX CHENES 06.23.95 73 84 Agent de conduite SNCF	M. Christian LEPAGE – CFDT 1, rue Marcel Brot 54000 NANCY Chargé de mission 06.48.44.71.57
Mme Annie France LOUVION – CFTC 30, bd du 26ème RI Entrée 1 54000 NANCY 06.81.98.48.53 Retraitée	M. Philippe MANGIN - CFTC 125, Le Faubourg 88270 RANCOURT 06.70.10.37.22 Standardiste
Mme Fadila MERABET - FO 76 rue Léonard Boursier 54000 NANCY 06.89.26.06.71 Technicienne assurance	M. Christian MEYER – CFE-CGC 11, rue des Sorbiers 54425 PULNOY 06.72.70.68.99 Responsable d'applications informatiques
Mme Frédérique NIEL - FO 5, rue de Bourgogne 54390 FROUARD 06.80.05.51.90 Juriste d'entreprise	M. Michel PELLETIER – CFE-CGC 6, rue Saint Fiacre 54600 VILLERS LES NANCY 06.85.40.06.81 Ingénieur, retraité
M. Bruno PERISSE - FO 7, Rue Victor Hugo 54110 VARANGEVILLE 06.81.71 .33 .92 Contrôleur qualité	M. Serge PRADAT – FO 12 rue Marquette 54000 NANCY 06.20.77.78.35 Juriste d'entreprise
M. François RIVOT – CGT 159, rue Charles III 54000 NANCY 06.81.82.90.39 Employé de banque	M. Bruno ROBIN – CGT 39, bis rue Victor Hugo 54230 NEUVES MAISONS 06.46.04.17.62 Conducteur sur Machine
Mme ROUSSEAU Maryse – CFDT 6, rue Antoine Lavocat 54250 CHAMPIGNEULLES 06.80.75.92.50 Agent administratif	M. Alain RUEFF 21, rue Drouin 54000 NANCY 03.83.32.88.58 Pré retraité secteur VRP
M. Philippe RUMBACH - CGT 4, rue Trouillet 54300 LUNEVILLE 06.07.90.55.00 Archiviste	M. Jacques SAUER – CGT 1, rue Maréchal Ney 54140 JARVILLE LA MALGRANGE 06.74.63.99.27 Opérateur logistique
M. Christian SCHNEIDER – FO 7 rue Charles Dussaux 54000 NANCY 06.29.90.18.15 Opérateur télévente	M. Jacques TERNARD – CFDT 236, avenue de Boufflers 54000 NANCY 03.83.98.22.20 Retraité
Mme Hélène THIEBAULT – FO 19, rue de la Résistance 54390 FROUARD 06.31.91.69.82 Aide soignante	M. Doh Appélinto TOMETY– CFDT 650, rue Salvador Allendé 54230 NEUVES-MAISONS 06.80.40.87.58 Employé de commerce
M. Daniel VIARD – CFE-CGC 10 rue du Général de Gaulle 54121 VANDIERES 06.74.07.52.30 Agent de maîtrise, retraité	Mme Marie-Anne VILLEMIN – SUD-SOLIDAIRES Bât. Anjou Cité des Provinces 54520 LAXOU 06 79 97 69 71 Agent France Télécom
M. Philippe VIOL - SUD-SOLIDAIRES 15, rue des Hauts Jardins 54160 PIEREVILLE 06.25.79.93.81 Agent de conduite SNCF	Mme Elisabeth VUITTON – FO 4, bis rue du Tram 54230 CHAVIGNY 06.32 81 61 60 Educatrice spécialisé
<b>ARRONDISSEMENT DE TOUL</b>	
M Karim BOUBEKEUR – CGT 23, rue des Jeux 54570 FOUG 06.24.57.61.45 Métallurgiste PAM FOUG	M Gilles DEPREZ – SUD-SOLIDAIRES 63, allée des Bouleaux 54200 ECROUVES 06.81.40.76.83 Agent de conduite SNCF
M. Bruno MONCHABLON – CFE-CGC 34, rue des Hirondelles 54840 GONDREVILLE 03.83.63 96 83 Employé de banque	M Stéphane PETITDEMANGE – CFDT 71rue Neuve 54570 LANEUVEVILLE DERRIERE FOUG 06.74.34.69.82 Vendeur

**Article 2 :** La durée de leur mandat est fixée à 3 ans à compter du 15 septembre 2010.

**Article 3 :** Leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe-et-Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

**Article 4 :** La liste prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés à la DIRECCTE Lorraine, Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, dans chaque section d'inspection du travail et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

